



RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR DE LA CAUSE PALESTINIENNE

UNE SEULE SOLUTION : QUE PLEINE JUSTICE SOIT RENDUE AUX PALESTINIENS...

Résumé : La cause palestinienne a perdu son statut de cause sacrée des Arabes en raison de la résignation et de l'indifférence croissante. La Palestine, autrefois symbole de l'unité arabe, est aujourd'hui éclipsée par la violence et les conflits incessants avec Israël, qui impose sa loi sur une grande partie du territoire, impuni et soutenu par les Occidentaux malgré ses violations répétées du droit international. Le soutien des jeunes générations à la cause palestinienne est cependant croissant, malgré les mesures restrictives. L'islamisme (arabe, djihadiste ou abrahamique) n'est pas une arme crédible pour la cause palestinienne, il y est indifférent voire complice d'Israël et le *Hamas* n'a pas nécessairement servi les intérêts palestiniens à long terme, bien qu'il ait redonné une centralité à la cause. La solution à un seul État, inspirée du modèle sud-africain post-*apartheid* serait la seule voie viable pour rendre justice aux Palestiniens, qui doivent affronter le sionisme directement, sans compter sur des mouvements islamistes qui ne leur apporteront aucun soutien réel.

Mots-clés : Cause palestinienne, États arabes, Proche-Orient, Palestine, Israël, État sioniste, Colonisation, Droit de retour, Gaza, Cisjordanie, *Hamas*, Islamisme, Djihadisme, Syrie, Occident, États-Unis, Abrahamisme, Normalisation, Guerre, Solution à un seul État, Droit international

1. Diplomate français (notamment en poste en Arabie saoudite, au Yémen, en Égypte), politologue, conférencier en relations internationales, ancien Ambassadeur de France (Mauritanie, Soudan, Zimbabwe) et directeur honoraire de l'OFPPA.

THOUGHTS ON THE FUTURE OF THE PALESTINIAN CAUSE**ONLY ONE SOLUTION : FULL JUSTICE MUST BE RENDERED TO THE PALESTINIANS...**

Abstract: *The Palestinian cause has lost its status as a sacred cause for the Arabs due to growing resignation and indifference. Palestine, once a symbol of Arab unity, is now eclipsed by violence and incessant conflict with Israel, which imposes its law over a large part of the territory, unpunished and supported by the West despite its repeated violations of international law. Support among younger generations for the Palestinian cause is growing, however, despite restrictive measures. Islamism (Arab, jihadist, or Abrahamic) is not a credible weapon for the Palestinian cause; it is indifferent to it, even complicit with Israel, and Hamas has not necessarily served Palestinian interests in the long term, although it has restored centrality to the cause. The one-state solution, inspired by the post-apartheid South African model, would be the only viable way to deliver justice to the Palestinians, who must confront Zionism directly, without relying on Islamist movements that will provide them with no real support.*

Key words: *Palestinian cause, Arab states, Middle East, Palestine, Israel, Zionist state, Colonization, Right of return, Gaza, West Bank, Hamas, Islamism, Jihadism, Syria, West, United States, Abrahamism, Normalization, War, One-state solution, International law*

IL EST LOIN LE TEMPS OU LA CAUSE PALESTINIENNE était indiscutablement la cause sacrée des arabes, qui scellait leur unité par-delà toutes les controverses ou différences. Le Proche-Orient tout entier s'est installé dans un chaos si global que la tragédie perpétuelle vécue par les Palestiniens depuis tant de lustres est quasiment banalisée. On n'a même plus la nostalgie de la solidarité de jadis, tant la résignation des Arabes, pour ne pas dire leur indifférence, s'est imposée comme une donnée fondamentale de la situation.

Quand on fait référence à la Terre Sainte, on ne pense plus à la Palestine de plus en plus étranglée et martyrisée, que l'on assimilait jadis à l'épicentre politique et symbolique du monde arabe voire musulman, mais on songe à la violence permanente dont elle est le théâtre généralisé et aux conflits qui s'y allument dans une infernale cascade. Sur toute cette Palestine flotte désormais l'ombre ravageuse d'Israël qui, arpent après arpent, a grignoté une grande partie de cette Terre trop promise et y impose sa loi. Dans l'imaginaire de beaucoup, un peu partout dans le vaste monde, le mot « Palestine » fait penser non pas aux Palestiniens, mais à Israël, l'État des rescapés de la *Shoah*, des pionniers, des immigrants d'*Exodus*, qui s'est imposé dans le champ médiatique.

Après la destruction de l'Irak, il y a maintenant une vingtaine d'années, l'épuisement du Liban confronté sans trêve aux assauts sionistes, le *Toufan Al Aqsa*, toujours d'actualité depuis octobre 2023, puis l'impressionnante « chute de la Syrie » en décembre dernier, le destin de l'État sioniste semble désormais assuré malgré la dérive de ses comportements : seul État créé par une résolution de l'Assemblée

Générale des Nations-Unies², l'État sioniste n'a jamais cru bon de respecter le droit international, ou le droit onusien et il ne peut que s'en féliciter. Depuis sa création en 1947, il a violé ou ignoré des dizaines ou des centaines de résolutions, de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité, et ceci jusqu'à aujourd'hui. Il revendique même haut et fort l'atroce génocide dont sont victimes les Palestiniens de la bande de Gaza, mais il bénéficie pourtant du soutien complet de l'Occident, puisqu'il en fait partie *de facto*. Étape par étape, guerre après guerre, violation après violation, il s'est acquis une impunité en béton armé. Quoi qu'il dise quoi qu'il fasse, c'est l'enfant chéri des Européens hantés par le remords de l'Holocauste, l'idole, si ce n'est l'*alter ego* de l'Amérique imprégnée par un sionisme protestant encore plus efficace que son modèle juif, et le phare de tous les innombrables rejets, affidés et relais de « l'Occident collectif » ...et d'ailleurs.

Mais il est encourageant de constater que la dérive des États et des gouvernements va à contre-courant de l'évolution des opinions publiques, notamment parmi les jeunes générations, qui massivement expriment leur solidarité avec la cause palestinienne, malgré les mesures répressives visant à les décourager... ce qui introduit dans le paysage un imprévu assez bien venu. En effet, dans le remue-ménage actuel, ceux qui militent de longue date pour maintenir en vie la cause palestinienne doivent bien se faire une raison en admettant que l'islamisme politique est devenu omniprésent dans le camp arabe face à un adversaire sioniste qui bénéficie du soutien global de l'Occident et de la résignation du reste de la planète. Ce qui pose d'emblée une question de fond. Que peut attendre la cause palestinienne de cette situation si elle renonce à une solution draconienne, à savoir jouer son va-tout et plaider pour se faire rendre justice. Il faut réparer l'usurpation initiale et parvenir à une solution à un seul État, en s'inspirant du modèle sud-africain tel qu'il s'est imposé au sortir de l'apartheid...

Passons en revue la situation de fait.

L'islamisme « arabe » serait-il une arme crédible pour la cause palestinienne ?

Rien de moins sûr. Déclenché le 7 octobre 2023 par le *Hamas* islamique, le *Toufan Al Aqsa* a certes redonné à la cause palestinienne une centralité que l'on

2. Résolution 181 (II) relative au gouvernement futur de la Palestine, Adoptée sur le rapport de la commission *ad hoc* chargée de la question palestinienne, Nations Unies, 29 novembre 1947, 22 p., lien : <https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2016/04/ARES181II.pdf> (consulté le 15 avril 2025).

croyait oubliée. C'est du moins la formule utilisée par beaucoup de partisans de la méthode de Yahia Sinouar, le concepteur de l'opération lancée par son organisation en coordination avec sept ou huit autres groupes palestiniens de diverses obédiences. Selon le Droit international, un peuple occupé a le droit de se défendre, et par tous les moyens : on ne peut qualifier de terroriste un acte de résistance... On peut certes être choqué de la violence des événements et les sionistes ont joué à fond sur cette corde sensible, mais le traitement réservé depuis soixante-quinze ans aux victimes de la *nakba* et de l'usurpation par les colonisateurs venus de partout est infiniment plus choquant. Pourtant, le mensonge de la narrative occidentale étant ce qu'il est, on peut *in fine* se demander si le *Toufan* – ce raz-de-marée – aura servi la cause palestinienne, ou s'il lui aura porté préjudice.

En tout cas, ce raz-de-marée a envahi de part en part « l'axe de la résistance », le corridor chiite reliant l'Iran à la Méditerranée, via l'Irak, la Syrie et le Liban, et ce au grand dam d'Israël.

On peut s'interroger sur les motivations du *Hamas*, qui gouvernait la bande de Gaza « en bon père de famille » depuis 2006, à la faveur d'un *modus vivendi* avec le gouvernement de Netanyahou³. Pourquoi cette mutation soudaine d'une organisation connue jusqu'alors pour ses démêlés envers les autorités de Damas ? Il faut prendre en compte le changement de pouvoir au sein du mouvement, Yahya Sinouar, le chef militaire du *Hamas*, ayant évincé les leaders qui avaient failli. D'où le dessein de briser le *statu quo* et de déclencher une véritable guerre contre l'occupant israélien, un soulèvement armé (*intifada*), le tout sur la base d'un refus des accords d'Oslo⁴, qui avaient dupé les Arabes. Pour Sinouar, il fallait avant tout faire face aux extrémistes israéliens et aux colons.

Depuis son déclenchement d'une extrême violence, la tragédie gazaouie alterne accalmies et regains de violence. Au 21 mars 2025, alors qu'on continue d'exhumer par centaines (sinon par milliers) les corps ensevelis sous les décombres après seize mois de bombardements israéliens, le dernier bilan des pertes palestiniennes fait état de 50 000 tués dont 17 500 enfants, 120 000 blessés, dont plus de 25 000 enfants, 14 000 disparus. Si l'on rajoute les pertes indirectes (famines, épidémies, défauts de soin), le montant total serait aujourd'hui de près de 250 000 morts, chiffre sans doute sous-estimé. Sur un an, les femmes et les enfants représenteraient près

3. « Likoud et Hamas : histoire d'un renforcement mutuel », *Le Vent se Lève*, 30 octobre 2023, lien : <https://lvsl.fr/likoud-et-hamas-histoire-dun-renforcement-mutuel/> (consulté le 15 avril 2025).

4. *Accords d'Oslo*, 1993, lien : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ps1993.htm> (consulté le 25 mars 2025).

de 70 % des morts dans la bande de Gaza, affirme l'ONU après une minutieuse vérification⁵. On rappellera pour mémoire que le gouvernement israélien est accusé de conduire un génocide « *plausible* », et que la Cour Pénale Internationale (CPI) a lancé à l'été 2024 des mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de Netanyahu et de deux de ses ministres⁶. Sans suite, sauf que les États-Unis ont lancé une mise en garde à l'encontre... des juges de la CPI⁷.

On ne peut qu'être épouvanté de la démente des dirigeants sionistes, qui ont brisé tous les tabous et jeté aux oubliettes les lois internationales. Il est urgentissime de mettre fin à leur impunité par le blocus, l'isolement, le boycott systématique. Leur arrogance est devenue sans bornes, comme en témoigne la posture de Netanyahu qui s'opposait le 16 octobre passé à la participation de l'Algérie à la conférence de Paris sur le Liban⁸ (*sic*) et qui insulte les Nations-Unies dans leur sanctuaire, brandissant une carte du Proche-Orient où la Palestine est remplacée par un Grand Israël sans frontières, et son ambassadeur déchirant la Charte⁹.

C'est le premier génocide en direct, revendiqué comme tel par un État qui s'affiche ouvertement comme un État hors-la-loi, s'enfonçant dans la monstruosité et la sauvagerie. Poursuivant sans repos le carnage à Gaza et en Palestine, tandis que le Sud-Liban et Beyrouth sont systématiquement bombardés sous prétexte d'éliminer les responsables du *Hezbollah* et de détruire son infrastructure économique et sociale, Israël n'épargne plus rien ni personne. Le coup d'envoi a été donné par un acteur imprévu, en octobre 2023, en Palestine, dans la bande de Gaza¹⁰,

5. « Près de 70 % des victimes de la guerre à Gaza sont des femmes et des enfants (ONU) », *UN News*, 8 novembre 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/11/1150406> (consulté le 15 avril 2025).

6. « La CPI émet des mandats d'arrêt contre Netanyahu, Gallant et Deif / FRANCE 24 » (vidéo), *France 24* (sur *YouTube*), 21 novembre 2024, 8 min. 35, lien : https://www.youtube.com/watch?v=cYIOgI3_9bI (consulté le 15 avril 2025).

7. Maupas Stéphanie, « La Cour pénale internationale, menacée de sanctions par les États-Unis de Trump, s'inquiète pour son avenir », *Le Monde*, 3 février 2025, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/03/menacee-de-sanctions-par-washington-la-cour-penale-internationale-s-inquiete-pour-son-avenir_6528770_3210.html (consulté le 15 avril 2025).

8. « Netanyahu s'oppose à la participation de l'Algérie à une conférence sur le Liban en France », *Algérie 360*, 16 octobre 2024, lien : <https://www.algerie360.com/netanyahu-soppose-a-la-participation-de-l-algerie-a-une-conference-sur-le-liban-en-france/> (consulté le 15 avril 2025).

9. « Israël/Liban : le discours de Benjamin Netanyahu devant l'ONU en intégralité » (vidéo), *BFM TV* (sur *YouTube*), 27 septembre 2024, 35 min. 42, lien : <https://www.youtube.com/watch?v=TVfELIPTffg> (consulté le 15 avril 2025).

10. Forey Samuel, « Le Hamas lance une attaque à grande échelle contre Israël », *Le Monde*, 7 octobre 2023, lien : <https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/07/>

gigantesque prison à ciel ouvert devenue finalement camp de concentration et cimetière pour plus de deux millions de Palestiniens.

Voilà donc un épisode tragique qui n'aura guère d'impact positif pour l'avenir de la cause palestinienne.

L'islamisme djihadiste ne serait-il pas totalement indifférent à la cause palestinienne ?

Quatorze mois après le déclenchement du *Toufan Al Aqsa*, du 27 novembre au 7 décembre 2024, les djihadistes du *Hay'et Tahrir al Cham*, (ce sont les héritiers du *Jabhat al Nosra* qui avaient les faveurs de Laurent Fabius pour leur « bon boulot ») ont surgi de l'Émirat d'Idlib, créé dans le Nord syrien sous la tutelle du président turc Erdogan, et dans un développement totalement imprévu, ont transformé leur incursion en une marche sur Damas improvisée, provoquant le lâchage de la Russie (soucieuse de préserver ses intérêts), l'effacement de Bachar Al Assad et la fin du régime baathiste après 57 ans de règne¹¹. L'aspect le plus spectaculaire de l'opération aura été d'effacer de la carte géopolitique le cœur battant de l'arabité, le seul État arabe à vénérer la Palestine (un pan de Syrie que Damas a toujours considéré, à juste titre, comme arraché par le colonialisme). Les assaillants annoncent immédiatement la couleur en mettant à la place du régime « du clan Assad » un État islamiste. Présenté comme une grande victoire pour le peuple syrien, le nouveau régime s'avère d'emblée assez pittoresque et imprévisible dans ses pratiques.

Il apparaît dès sa mise en place qu'il est totalement insensible à la cause sacrée et qu'il est pressé de courtiser l'État sioniste, prêt à établir avec lui des liens imprévus de bon voisinage et davantage si affinités. Le destin du peuple palestinien n'est nulle part évoqué, et il n'est nulle part question de soutenir sa cause face à l'agression ou l'usurpation sioniste. Il ne fait pas de doute que ce comportement est imprévu et quasiment miraculeux... pour les dirigeants de Tel-Aviv. De façon assez stupéfiante, l'équipée du *Hay'et Tahrir al Cham* est à peine parvenue à son terme avec la prise de pouvoir d'Al Joulani et ses compagnons de route que l'armée

le-amas-lance-une-attaque-a-grande-echelle-contre-israel_6192984_3210.html (consulté le 15 avril 2025).

11. Vujic Georges Jure, « Les dessous du vide géopolitique syrien », *Académie de Géopolitique de Paris*, 20 janvier 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/les-dessous-du-vide-geopolitique-syrien/> (consulté le 15 avril 2025) ; Stephan Laure, « Syrie : les douze jours qui ont renversé le régime de Bachar Al-Assad », *Le Monde*, 9 décembre 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/09/chute-de-bachar-al-assad-les-douze-jours-qui-ont-renverse-le-regime-syrien_6438663_3210.html (consulté le 15 avril 2025).

israélienne prend en quelque sorte le relais en lançant son offensive à partir de la région sud (Golan, Koneitra...) et en s'approchant de Damas. Elle entreprend alors la destruction systématique de toutes les installations et bases de l'armée, de l'aviation, de la marine syrienne¹².

La cause palestinienne ne sera nulle part mentionnée dans les déclarations des gouvernants *de facto* : de toute évidence, elle n'intéresse pas du tout Ahmed al Shara' (alias Al-Joulani). Par contre, les propos du Président *de facto* sont sans ambiguïté et pleins de compréhension et dispositions favorables à l'égard d'Israël, sans doute surpris de tant d'affection de la part d'un dirigeant « syrien ». La Syrie nouvelle est manifestement prête à tous les sacrifices pour améliorer son image aux yeux des autorités étatsuniennes, surtout à l'heure où une vieille connaissance, Donald Trump, fait son grand retour à la Maison-Blanche.

Décidément, le sort des Palestiniens dont la Syrie baathiste était le soutien ne fera pas partie des préoccupations de la Syrie « révolutionnaire ». Mais d'ailleurs peut-on demander à une troupe djihadiste composée en grande partie de Tchétchènes, d'Ouzbèques, de Ouïgours, de Turkmènes, etc... de cultiver un réel enthousiasme pour la cause palestinienne ?

L'islamisme djihadiste ne se mobilisera certainement pas pour la défense des droits du peuple palestinien puisqu'il est venu au pouvoir sur les ruines de cette Syrie qui avait été jusque-là le bastion réputé inexpugnable de la cause sacrée.

L'islamisme abrahamique, complaisant pour le sionisme

Toute perspective « abrahamique » devrait être illusoire, la descendance d'Abraham excluant dans la vision sioniste les fils d'Ismaël, c'est-à-dire les Arabes. C'est pourquoi le « sionisme arabe », dit abrahamique, est un phénomène assez incompréhensible, traduisant le désarroi de régimes désarmés devant une évolution de l'ordre mondial qu'ils ne parviennent pas à maîtriser.

L'État abrahamique est venu au monde non loin des Lieux Saints de l'Islam, épargnant ceux-ci de justesse. Un concept d'avenir ou un leurre ? Les Émirats Arabes Unis (EAU) semblent avoir été les chefs de file d'un projet qui aurait impliqué les Émirats eux-mêmes, les autres États de la Péninsule, les États du Proche-Orient, mais c'est Israël qui en aurait été le leader *de facto*. En tout cas, saisis

12. Brunel Pascal, « Offensivemilitaire tous azimuts d'Israël en Syrie », *Les Échos*, 10 décembre 2024, lien: <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/israel-detruit-systematiquement-larmee-syrienne-2136859> (consulté le 15 avril 2025).

soudain par une modernité compulsive, certains États arabes ont accepté de signer des accords¹³ qui reviennent à absoudre Israël pour sa politique de liquidation et d'*apartheid* en Palestine et à abandonner « la cause sacrée des Arabes ».

On ne saura jamais ce qui a bien pu inspirer la naissance d'un projet abrahamique au cœur des Émirats, sinon le désir d'exister à tout prix, en s'affirmant face à l'Arabie Saoudite, l'une des grandes puissances de la région, à une période où le jeune Mohammad Ben Salman lui-même cherchait à s'imposer au sein de l'*Establishment* wahhabite, par tous les moyens. Sans doute l'héritier présomptif du trône saoudien n'avait-il pas réussi son examen de passage devant le redoutable Trump, ou du moins l'avait-il fait trop tard, et à titre provisoire. Toujours est-il qu'il a fallu se rendre à l'évidence : si l'Arabie de Mohammad Ben Salman n'a peut-être pas été indifférente à l'« abrahamisme », elle n'a pas franchi le pas, sans doute en tant que gardienne des Lieux Saints. Mais on notera que le souverain du Maroc, parrain du *Comité Al Qods* et se disant descendant du Prophète, n'a pas reculé.

On se souviendra que vers la fin du premier mandat de Donald Trump et au temps de Joe Biden, les Émirats Arabes Unis avaient été promus en lieu et place de l'Arabie, au rang de fondé de pouvoir et de parrain de la normalisation avec Israël, au nom de la fumeuse doctrine. Celle-ci, assez contagieuse à l'instar de la Covid-19, a vite fait de développer des variants : l'originel, péninsulaire et golfique, se traduit par une fièvre bâtisseuse de temples « monothéistes », qui semblent se fondre tant bien que mal au milieu des *disneylands*, des villes géantes inutiles, des enfers du jeu et du tape-à-l'œil, dont la finalité reste mystérieuse. C'est une spiritualité d'inspecteur-gadget, celle d'un islam fondamentaliste peu tolérant et hors du temps, qui aurait décidé de faire une entrée tonitruante dans le siècle, avec tambours et trompettes.

Derrière toutes ces manœuvres, ou en parallèle, les accords abrahamiques poursuivent leur petit bonhomme de chemin, sous la houlette de leurs promoteurs arabes, les Émirats Arabes Unis et le Royaume du Bahreïn en tête, avec des alliés de choix : le Maroc, dont le souverain, descendant du Prophète est président du comité Al Qods, et des soutiens branlants tels que le Soudan (fief des Frères musulmans au temps d'Omar al Bachir et de Hassan al Tourabi) et la Somalie.

13. *Géostratégiques*, N° 55 (« L'accord du siècle »), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, Juillet 2020, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/category/n-55-accord-du-siecle/> (consulté le 15 avril 2025).

Le projet abrahamique excluait évidemment la Syrie, cœur de la région, le Liban et les miettes restantes de la Palestine arabe, passées avec pertes et profits, la puissance occupante étant censée représenter les Palestiniens à la manière des métropoles de jadis qui représentaient leurs colonies. La réalisation du Grand Israël, la « transaction du siècle » et la liquidation de la Palestine ont pu paraître ainsi être entérinées sans rémission. À tort...

« La transaction » que l'on croyait oubliée est sans doute réapparue à la surface avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump et de ses projets (par exemple transformer Gaza en site de villégiature sur les décombres de Gaza et les innombrables cadavres des martyrs)¹⁴. Le but est de disperser les Palestiniens, d'éteindre une fois pour toutes leurs revendications et d'acheter leur silence une fois pour toutes. Puisqu'il est entendu que ces damnés de la terre ont perdu la partie, ils doivent partir. Malheur aux vaincus ! Vers où les expédier ? Vers d'autres pays arabes, qui n'en veulent pas, voire n'importe où, vers les destinations les plus improbables : Égypte, Sinaï, Syrie, Somalie, Liban, Rwanda...

L'accord de normalisation Israël/Émirats répond à une stratégie volontariste visant à se tailler un statut privilégié avec les moyens du bord, à la mode qatarie. Doha avait joué à fond la carte confessionnelle et ses accointances fréristes avec la Turquie au point d'avoir été un temps le leader financier du *djihad* en Syrie ; Abou Dhabi tente de s'imposer, par le biais d'une « diplomatie publique », comme le portail d'entrée des Arabes dans la construction abrahamique.

Lors de son premier mandat, Donald Trump, dont la subtilité politique est bien connue, avait estimé que ces menues « imperfections » pourraient être réparées et oubliées par le biais de ce « marché » proposé aux Arabes par l'intermédiaire de son gendre Jared Kushner. Trump était parti et sa transaction avait disparu dans la foulée. Le voilà revenu et avec lui les solutions les plus expéditives : au diable les Palestiniens, et le plus loin possible d'Israël.

Décidément, le sionisme abrahamique ne sera d'aucun secours aux Palestiniens lui non plus. Peut-être ces derniers auront-ils intérêt à affronter un sionisme sans abrahamisme, tel qu'ils le connaissent depuis près de quatre-vingts ans.

14. « Donald Trump veut prendre le “contrôle” de Gaza et en faire la “Côte d’Azur du Moyen-Orient” », *France 24*, 4 février 2025, lien : <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250204-trump-re%C3%A7oit-netanyahu-%C3%A0-un-moment-d%C3%A9clarer-de-nouvelles-discussions-sur-gaza> (consulté le 15 avril 2025).

Il semble en tout cas difficile dans ces conditions de ne pas s'interroger sur le devenir de la cause palestinienne, dépendante pour le meilleur et le pire de mouvements « contestés », c'est le moins qu'on puisse dire. Cette conclusion ne pourra que satisfaire les sionistes qui voient dans ces événements imprévus (?) l'occasion de faire un pas de géant vers la création d'un Grand Israël, entre les deux grands fleuves, du Nil à l'Euphrate.

Pour les militants et défenseurs de la cause palestinienne, une chose est certaine, ils n'ont rien à attendre des islamistes concernant la défense de leur cause : qu'il soit « arabe » militant, ou djihadiste fanatique, ou abrahamique complaisant, l'islamisme politique ne pourra être d'aucun secours.

Dans ces conditions, il va sans dire que le péril le plus grave pour l'avenir de ces résistants tenaces que sont les Palestiniens est toujours et restera, malgré les illusions et les chimères de quelques-uns, le sionisme et son extrémisme, c'est-à-dire le comportement de l'État israélien, fidèle à lui-même depuis la première « *Nakba* » (1948). L'avantage pour les victimes de l'usurpation, c'est qu'ils connaissent les procédés de l'adversaire et les atouts dont il dispose sur la scène internationale.

Jouissant de l'indulgence de l'Occident colonialiste que tyrannise l'enfant chéri et de la faveur de l'URSS qui voit dans les *Kibboutz* l'embryon d'une enclave « socialiste », Israël s'est comporté dès sa création comme un État hors-champ et comme un sujet capricieux. Il a profité du vide juridique pour prendre des libertés avec le Droit international, au point de l'ignorer totalement. Il a découvert immédiatement son impunité, et le profit qu'il pouvait en tirer. Par dizaines et peut-être par centaines, les résolutions onusiennes, les recommandations, du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale, ont été ignorées ou violées par l'État hébreu. De 1947 à 2024, on serait bien en peine d'en citer une seule qui ait été respectée. On trouvera ci-après quelques exemples de textes archivés sans suite :

La résolution 194 du 11/12/1948 qui place Jérusalem sous mandat international et garantit le principe des droits existants¹⁵ (*sic*), notamment le droit au retour des Palestiniens, est ignorée. La résolution 242 du Conseil de Sécurité du 22/11/1967 qui traite de l'évacuation des territoires occupés¹⁶ l'est également,

15. Résolution 194 (III) sur la Palestine, Rapport intermédiaire du Médiateur des Nations Unies, Assemblée générale des Nations Unies, 11 décembre 1948, lien : [https://docs.un.org/fr/A/RES/194\(III\)](https://docs.un.org/fr/A/RES/194(III)) (consulté le 15 avril 2025).

16. Résolution 242 (1967) sur la situation au Moyen-Orient, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 22 novembre 1967, 2 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/242\(1967\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/242(1967)) (consulté le 15 avril 2025).

comme les résolutions 476 du 30/06/1980¹⁷, la 478 du 20/08/1980¹⁸ ainsi que la 672 du 12/12/1990¹⁹, qui condamnent l'attitude belliqueuse de l'État sioniste et ses lois illégales.

Au total ce sont 226 résolutions du Conseil de Sécurité qui ont été violées pour la période 1948-2016. Elles s'ajoutent aux 140 résolutions de l'Assemblée Générale ignorées ou violées depuis 2015... Etc. Démarche exceptionnelle et se référant à l'article 99 chapitre XV de la *Charte*²⁰, le Secrétaire Général Guterres a été amené à appeler le Conseil à agir d'urgence pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza, menace pour la paix et la sécurité dans le monde... C'est l'objet de la résolution 2712 du 15 novembre 2023²¹.

Pourquoi cette désinvolture provocatrice ? La réponse est simple : l'État d'Israël est assuré du soutien tous azimuts de l'Occident, de l'Amérique et du bloc anglo-saxon en premier lieu. L'imprégnation sioniste, la solidarité des « peuples élus », « 60 millions de chrétiens évangélistes unis pour Israël », le néo-conservatisme comme ciment, l'AIPAC²² comme « police des mœurs », autant d'incitatifs à une solidarité sans faille, à une affinité qui ne se discute plus depuis des lustres, alimentant l'arrogance des deux partenaires : le cœur de l'Amérique bat pour Israël et Israël est le cœur battant de l'Amérique....

Les Palestiniens sont bien placés pour connaître cette réalité. Mais ont-ils tiré des leçons du passé et des voies sans issue que leur proposaient les plus bienveillants partisans d'une paix négociée au Proche-Orient ? Par exemple, la mythique solution à deux États concrétisée par les Accords d'Oslo et/ou la conférence de Madrid,

17. Résolution 476 (1980) sur les territoires occupés par Israël, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 30 juin 1980, 1 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/476\(1980\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/476(1980)) (consulté le 15 avril 2025).

18. Résolution 478 (1980) sur les territoires occupés par Israël, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2256^e séance, 20 août 1980, 2 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/478\(1980\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/478(1980)) (consulté le 15 avril 2025).

19. Résolution 672 (1990) sur les territoires occupés par Israël, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2948^e séance, 12 octobre 1990, 1 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/672\(1990\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/672(1990)) (consulté le 15 avril 2025).

20. *Charte des Nations Unies* (texte intégral), San Francisco, 26 juin 1945, Article 99, Chapitre XV, lien : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text> (consulté le 15 avril 2025).

21. Résolution 2712 (2023) sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, S/RES/2712 (2023), Conseil de Sécurité des Nations Unies, 9479^e séance, 15 novembre 2023, 2 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/2712\(2023\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/2712(2023)) (consulté le 15 avril 2025).

22. Mearsheimer John, Walt Stephen M., *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2009, 504 p. (original : *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007, 496 p.).

ce miroir aux alouettes qui les a égarés si longtemps et ce processus qui s'est enlisé on ne sait où, mais qui est inlassablement repris par les amateurs de compromis.

Comment penser un instant que cette issue pourrait créer une paix durable, sans réparer l'usurpation dont les Palestiniens ont été victimes à la création d'Israël ? Ne serait-ce pas ouvrir la voie à une situation de guerre perpétuelle ? Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer que soit expulsé des Nations-Unies l'État terroriste qui leur a déclaré la guerre ainsi qu'au Secrétaire Général lui-même, déclaré *persona non grata* en Israël. L'ONU avait pris une telle mesure contre l'Afrique du Sud de l'*apartheid*...²³

Cette même Afrique du Sud n'aurait-elle pas montré la voie en démantelant l'État d'*apartheid* pour édifier, fût-ce par étapes, un État unique, multinational, ouvert à tous ceux qui acceptent la règle du jeu ? On notera que cette option inédite semble séduire les bonnes volontés, qui refusent le maintien de l'usurpation, réclamant la justice et la paix durable. ■

13 avril 2025

Références

-
- *Accords d'Oslo*, Oslo, 13 octobre 1993, lien : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ps1993.htm> (consulté le 25 mars 2025).
 - Bernheim Nicole, « L'Afrique du Sud est expulsée de l'Assemblée de l'ONU », dans *Le Monde*, 4 mars 1981, lien : https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/03/04/l-afrique-du-sud-est-expulsee-de-l-assemblee-de-l-onu_2711943_1819218.html (consulté le 15 avril 2025).
 - Brunel Pascal, « Offensive militaire tous azimuts d'Israël en Syrie », *Les Échos*, 10 décembre 2024, lien : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/israel-detruit-systematiquement-larmee-syrienne-2136859> (consulté le 15 avril 2025).
 - *Charte des Nations Unies* (texte intégral), San Francisco, 26 juin 1945, Article 99, Chapitre XV, lien : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text> (consulté le 15 avril 2025).
 - « Donald Trump veut prendre le “contrôle” de Gaza et en faire la “Côte d'Azur du Moyen-Orient” », *France 24*, 4 février 2025, lien : <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250204-trump-re%C3%A7oit-netanyahu-%C3%A0-un-moment-d%C3%A9clat-de-reprise-des-discussions-sur-gaza> (consulté le 15 avril 2025).
 - Forey Samuel, « Le Hamas lance une attaque à grande échelle contre Israël », *Le Monde*, 7 octobre 2023, lien : <https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/07/>

23. Bernheim Nicole, « L'Afrique du Sud est expulsée de l'Assemblée de l'ONU », dans *Le Monde*, 4 mars 1981, lien : https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/03/04/l-afrique-du-sud-est-expulsee-de-l-assemblee-de-l-onu_2711943_1819218.html (consulté le 15 avril 2025).

- le-hamas-lance-une-attaque-a-grande-echelle-contre-israel_6192984_3210.html (consulté le 15 avril 2025).
- *Géostratégiques*, N°55 (« L'accord du siècle »), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, Juillet 2020, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/category/n-55-accord-du-siecle/> (consulté le 15 avril 2025).
 - « Israël/Liban : le discours de Benjamin Netanyahu devant l'ONU en intégralité » (vidéo), *BFM TV* (sur *YouTube*), 27 septembre 2024, 35 min. 42, lien : <https://www.youtube.com/watch?v=TVfELIPTffg> (consulté le 15 avril 2025).
 - « La CPI émet des mandats d'arrêt contre Netanyahu, Gallant et Deif / FRANCE 24 » (vidéo), *France 24* (sur *YouTube*), 21 novembre 2024, 8 min. 35, lien : https://www.youtube.com/watch?v=cYIOgI3_9bI (consulté le 15 avril 2025).
 - « Likoud et Hamas : histoire d'un renforcement mutuel », *Le Vent se Lève*, 30 octobre 2023, lien : <https://lvsl.fr/likoud-et-hamas-histoire-dun-renforcement-mutuel/> (consulté le 15 avril 2025).
 - Maupas Stéphanie, « La Cour pénale internationale, menacée de sanctions par les États-Unis de Trump, s'inquiète pour son avenir », *Le Monde*, 3 février 2025, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/03/menacee-de-sanctions-par-washington-la-cour-penale-internationale-s-inquiete-pour-son-avenir_6528770_3210.html (consulté le 15 avril 2025).
 - Mearsheimer John, Walt Stephen M., *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2009, 504 p. (original : *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007, 496 p.).
 - « Netanyahou s'oppose à la participation de l'Algérie à une conférence sur le Liban en France », *Algérie 360*, 16 octobre 2024, lien : <https://www.algerie360.com/netanyahou-soppose-a-la-participation-de-l-algerie-a-une-conference-sur-le-liban-en-france/> (consulté le 15 avril 2025).
 - « Près de 70 % des victimes de la guerre à Gaza sont des femmes et des enfants (ONU) », *UN News*, 8 novembre 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/11/1150406> (consulté le 15 avril 2025).
 - Résolution 181 (II) relative au gouvernement futur de la Palestine, Adoptée sur le rapport de la commission *ad hoc* chargée de la question palestinienne, Nations Unies, 29 novembre 1947, 22 p., lien : <https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2016/04/ARES181II.pdf> (consulté le 15 avril 2025).
 - Résolution 194 (III) sur la Palestine, Rapport intermédiaire du Médiateur des Nations Unies, Assemblée générale des Nations Unies, 11 décembre 1948, lien : [https://docs.un.org/fr/A/RES/194\(III\)](https://docs.un.org/fr/A/RES/194(III)) (consulté le 15 avril 2025).
 - Résolution 242 (1967) sur la situation au Moyen-Orient, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 22 novembre 1967, 2 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/242\(1967\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/242(1967)) (consulté le 15 avril 2025).
 - Résolution 476 (1980) sur les territoires occupés par Israël, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 30 juin 1980, 1 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/476\(1980\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/476(1980)) (consulté le 15 avril 2025).

- Résolution 478 (1980) sur les territoires occupés par Israël, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2256^e séance, 20 août 1980, 2 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/478\(1980\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/478(1980)) (consulté le 15 avril 2025).
- Résolution 672 (1990) sur les territoires occupés par Israël, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2948^e séance, 12 octobre 1990, 1 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/672\(1990\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/672(1990)) (consulté le 15 avril 2025).
- Résolution 2712 (2023) sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, S/RES/2712 (2023), Conseil de Sécurité des Nations Unies, 9479^e séance, 15 novembre 2023, 2 p., lien : [https://docs.un.org/fr/S/RES/2712\(2023\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/2712(2023)) (consulté le 15 avril 2025).
- Stephan Laure, « Syrie : les douze jours qui ont renversé le régime de Bachar Al-Assad », *Le Monde*, 9 décembre 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/09/chute-de-bachar-al-assad-les-douze-jours-qui-ont-renverse-le-regime-syrien_6438663_3210.html (consulté le 15 avril 2025).
- Vujic Georges Jure, « Les dessous du vide géopolitique syrien », *Académie de Géopolitique de Paris*, 20 janvier 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/les-dessous-du-vide-geopolitique-syrien/> (consulté le 15 avril 2025).